COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Département de la Seine-Maritime

=====

COMPTE-RENDU

DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 23 JANVIER 2023

Etaient présents : MM. et Mmes DEQUESNE, BOULIER, CHESNEL, DOLE, FECHY,
LECOMTE-LEHMANN, LELIEVRE, LEPELLEY, LETOUE, TARLIE

Etaient absents : Mme et Mrs. LABOULLE, COURTOIS, DEBOEUF (pouvoir à M. CHESNEL),

Secrétaire de séance : Mme FECHY

I) COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE

Le Conseil municipal approuve le compte-rendu de la réunion du 15 décembre 2022.

Abstention : 1
Contre : 3
Pour : 7

II) MAINTENANCE ET DEPANNAGE PONCTUEL DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

23-01 Maintenance et dépannage ponctuel de l'éclairage public

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que le Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime, SDE76, propose un service collectif d'entretien de l'éclairage public aux communes adhérentes pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Il donne lecture du CCTP et du CCAP qui fixent le contenu des prestations attendues de l'entreprise CEGELEC à qui le SDE76 a confié la réalisation du service.

Il donne ensuite lecture de la convention à signer qui fixe entre autres le montant indicatif annuel à régler pendant quatre ans.

Où cet exposé, après délibération, le Conseil Municipal :

Abstention : 1
Contre : 0
Pour : 10

- Adhère au contrat de maintenance de l'éclairage public proposé par le SDE76,
- Adopte la convention et autorise Monsieur le Maire à la signer,
- Inscrit chaque année les dépenses au budget,
- S'engage à régler pendant 4 ans les dépenses au SDE76, et ce, chaque année conformément à la convention,
- Règle chaque année au SDE76 une contribution au fonctionnement du service entretien de l'éclairage public de 1,50 € par foyer lumineux et armoire de commande.

III) AGENT COMMUNAL

23-02 Création d'un emploi permanent à temps non complet

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Monsieur le Maire expose qu'il est nécessaire de créer un emploi permanent compte tenu de la complexité des tâches à effectuer.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il propose au Conseil municipal de créer, à compter du 1^{er} février 2023, un emploi permanent relevant de la catégorie hiérarchique C au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 31,50/35^{ème} pour le bon fonctionnement du service.

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

Le poste est pourvu à titre exclusif par la voie de l'avancement de grade.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- De créer un emploi permanent sur le grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C pour effectuer les missions d'agent de surveillance, d'entretien et d'assistance maternelle à temps non complet à raison de 31,50/35^{ème}, à compter du 1^{er} février 2023

- La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 012 article 64111 du budget primitif 2023.

V) TRAVAUX

22-03 Déplacement de poteaux d'éclairage public zone de l'Aubinière

Monsieur le Maire rappelle que, lors de sa séance du 05 juillet 2022, le conseil municipal avait délibéré favorablement pour la vente d'une parcelle appartenant à la commune et situé sur la zone de l'Aubinière.

Afin que l'acheteur, l'entreprise STIN, puisse agrandir son activité, il y a besoin de supprimer 2 mâts et d'en déplacer un troisième.

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, Monsieur le Maire présente le devis de CEGELEC. Les travaux consistent à la suppression de 2 mâts et le déplacement d'un troisième.

La dépense s'élève à 2 700 € HT soit 3 240€ TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Reconnaît la nécessité de prendre en charge les travaux de dépose définitive de 2 mâts d'éclairage public et le déplacement du troisième
- Approuve le devis de CEGELEC pour un montant de 2 700€ HT soit 3 240€ TTC.
- Autorise le Maire à signer tout document relatif à cette affaire

VI)

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Monsieur LEPELLEY demande à lire le courrier qu'il a adressé à Monsieur le Maire. Ce courrier sera joint en annexe à ce compte rendu.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 13.

C. DEQUESNE	P. BOULIER	P. CHESNEL	D. COURTOIS ABSENT
F. DEBOEUF POUVOIR	M. DOLÉ	C. FECHY	E. LABOULLE ABSENTE
C. LECOMTE-LEHMANN	C. LELIEVRE	L. LEPELLEY	C. LETOUE
M. TARLIÉ			

ANNEXE

Monsieur le Maire,

Lors de la réunion du 15 décembre 2022, la mise à l'ordre du jour des projets concernant la base de la Varenne a été demandée pour la prochaine réunion. Aujourd'hui, nous trouvons regrettable l'absence de ce sujet à l'ordre du jour. Qui plus est, aucun motif de refus n'a été formulé de votre part pendant plus d'un mois. Aussi, la discussion de ce sujet durant la réunion du 15 décembre est totalement absente dans votre proposition de compte-rendu.

Par ce courrier, pour lequel nous demandons la publication en annexe du compte-rendu, nous souhaitons exposer la situation de la base de la Varenne à nos concitoyen(ne)s de Saint-Aubin-le-Cauf, en complément des informations trouvées dans les médias locaux jusqu'à ce jour.

Avant de commencer. Bien que des communes voisines soient concernées par la base de la Varenne, rappelons ou informons que l'ensemble du site est situé sur le territoire communal de Saint-Aubin-le-Cauf.

Le mercredi 21 décembre 2022, à Arques-la-Bataille, une réunion publique a eu lieu. À l'initiative de M. Philippe Brousse, premier adjoint au maire de Martigny, cette réunion a pu compter sur la présence d'un public varié. Avec la participation d'élus et d'habitants des communes qui suivent: Dampierre-St-Nicolas, Arques-la-Bataille, Dieppe, Martigny, Martin-Eglise. Des associations, saint-aubinoises pour deux d'entre elles: SNVV club de voile, GONNm, AVCA aviron. Dans un premier temps, l'objectif de la réunion a été d'informer, en soulignant le rayonnement local de la base depuis 1972. Et ensuite d'établir une base de réflexion commune, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, en vue de faire revivre dignement le site.

Par les associations, il a été rapporté l'état d'abandon dans lequel se trouve actuellement la base. Les actes de vandalisme mettant parfois les membres des associations en insécurité. Effractions, squats et départs d'incendie... Des installations qui sont désormais toutes inexploitablees en l'état: maison de la Varenne, logements, vestiaires, salle d'animation.

Avec une estimation par les domaines au montant de 1 225 000 € avant sa mise en vente en mars 2022, la situation actuelle dévalue de plus en plus ce bien de tous. Bien qu'un acheteur privé "K2" soit en lice pour l'instant, rien n'est encore confirmé pour cette vente. Que restera-t-il de la base si rien n'est entrepris ?

Deux voies de travail ont été envisagées:

- une reprise par K2. Dans ce cas, il conviendrait de négocier cordialement avec K2. Notamment pour le maintien des associations sur le site et dans l'intérêt des concitoyens, potentiels usagers de la base. De la part des collectivités, l'exposition d'une volonté commune devant K2 a été jugée primordiale.
- une reprise par les collectivités territoriales. Cette fois, toutes les idées sont les bienvenues pour la refondation de la base: financement par l'Etablissement Public Foncier de Normandie, investissement d'industriels du secteur (EDF, Eoliennes en mer,...) dans des projets de développement durable et de maintien de la biodiversité, exploitation privée avec une délégation de service public, société d'économie mixte, etc.

Cette première réunion s'est terminée avec la proposition de s'inscrire sur la liste de diffusion des informations et/ou dans le groupe de travail.

Le jeudi 12 janvier 2023, la première réunion de travail s'est déroulée à la Mairie de Martigny.

Objet: Construire un projet. À long terme et consensuel pour la base de la Varenne.

Trois groupes de travail avec des rapporteurs sont définis:

- Connaissance du site: Les atouts et les contraintes.
- Les besoins: attentes du territoire. Station nautique, Education Nationale, CLSH, Associations, etc.
- Le cadre juridique et financier: Etude des supports pour le futur projet.

Prochaine réunion le mercredi 8 février 2023. Mairie de Martigny.

Patrick CHESNEL

Laurent LEPELLEY

Conseillers municipaux